

# Le raisonnement stratégique et la guerre

*Par Jean Baechler, de l'Institut*

Le raisonnement stratégique se définit comme la mise en œuvre d'un langage stratégique, dont les termes de base sont le binôme problème/solution. Il postule un acteur, qui peut être individuel ou collectif. S'il est collectif, il faut que soit réussie la coopération de sensibilités, d'intelligences et de volontés individuelles au service d'objectifs communs, poursuivis par une volonté, une intelligence et une sensibilité auxquelles les individus prêtent assez des leurs pour leur conférer des contenus concrets. Pour faciliter une analyse complexe, on peut convenir de mettre cette complication entre parenthèses et de procéder avec un acteur abstrait et générique, comme l'entrepreneur ou le croyant dans d'autres domaines de l'humain. En tant que l'acteur pratique le langage stratégique et se plie au raisonnement stratégique, un problème lui est posé, qu'il se pose, auquel il cherche une solution, qu'il finit par trouver. Ainsi, le binôme problème/solution désigne en fait toute une séquence: problème objectif → problème subjectif → solution subjective → solution objective. Reasonner stratégiquement, c'est suivre cette séquence, dont il ressort immédiatement que le raisonnement balance entre le rationnel et l'irrationnel, car il est possible de bien ou mal se poser un problème et de trouver de bonnes ou de mauvaises solutions. C'est, du moins, l'alternative que doit affronter un acteur libre, au sens où il n'est pas programmé pour appliquer, mécaniquement ou organiquement, les bonnes solutions aux problèmes qui lui sont adressés. Dans le réel connu, seule l'espèce humaine doit affronter le dilemme et se résoudre à l'une ou l'autre branche avec des probabilités variables en fonction des contraintes et des capacités.

Le binôme problème/solution est naturellement transcrit en binômes plus spécialisés, dont le raisonnement stratégique doit se servir pour atteindre ses objectifs. Le binôme fin/moyen définit l'agir, dont la fin est le bien et qui est confiné dans la singularité: il est, de ce fait, soumis à la contrainte d'une incertitude définitive des circonstances et des conséquences. Le binôme question/réponse, dont la fin est le vrai, définit le connaître, qui a pour lieu naturel la généralité, mais il doit la gagner sous la contrainte une exploration par essais, échecs, tris sur un temps indéfini. Enfin, la conjonction de la matière et de la forme au service de l'utile définit le faire, cantonné dans la particularité et soumis, de ce fait, à la contrainte de la pluralité relative. Le raisonnement stratégique est devenu le fait d'un acteur visant dans l'incertitude une fin bonne au risque du mal, en s'aidant de savoirs vrais et peut-être faux, mais toujours insuffisants pour abolir l'incertitude, et en recourant à des combinaisons de matières et de formes, utiles dans un contexte déterminé et nuisibles si le contexte change.

Il s'agit de préciser ce que le raisonnement stratégique devient, quand un acteur l'applique à cette activité particulière appelée 'guerre'. La définition la plus concise de celle-ci en fait 'un conflit violent entre polities'. Un conflit violent peut se comprendre

comme une divergence de propos, d'intérêt, d'opinion... entre deux acteurs, qui choisissent de l'abolir en recourant à des moyens qui réduisent l'autre à l'impuissance et le fassent se plier à sa volonté. Par 'politie', il faut entendre un ensemble, dont les éléments peuvent mettre en œuvre des dispositifs et des procédures, qui leur permettent de régler leurs conflits sans recourir à la violence. Comme l'humanité n'est pas réunie en une politie planétaire unique, les humains sont distribués en polities discrètes, qui, faute des procédures et des dispositifs de la non-violence, peuvent entrer en conflit violent. La définition plus précise de la guerre est ainsi 'un conflit violent entre polities sur une transpolitie'. Elle isole deux acteurs, dont l'un est en charge du 'entre polities sur une transpolitie' et l'autre du 'conflit violent'.<sup>1</sup> Convenons d'appeler le premier 'le politique', et 'le soldat' le second. En tant qu'acteurs maniant le langage stratégique dans toutes ses expressions, ils ont pour devoir d'état d'appliquer le raisonnement stratégique de manière rationnelle, au risque de succomber à l'irrationalité. La question adressée au chercheur enquêtant sur ce domaine particulier de l'humain peut être formulée ainsi : "quel devrait être et quel est en fait le raisonnement stratégique du politique et du soldat en charge de la guerre?". En effet, le propre du langage stratégique est d'imposer la considération conjointe du conditionnel – ou de l'optatif – et de l'indicatif, puisque l'acteur balance perpétuellement entre les bonnes et les mauvaises solutions. Le chercheur peut et doit, d'un côté, décider ce que devrait être un raisonnement stratégique parfaitement rationnel, et, de l'autre, constater et expliquer les écarts plus ou moins irrationnels. C'est pourquoi le chercheur appliqué à l'exploration du règne humain doit conjointement les secours de la philosophie, susceptible de préciser le contenu de l'optatif, et ceux de l'histoire et de la sociologie, capables de constater et d'expliquer les approximations atteintes par les acteurs.

## **Le raisonnement stratégique, le politique et la guerre**

Un échantillon d'analyses, conduite des trois points de vue philosophique, sociologique et historique, devrait persuader de la fécondité de la conceptualisation proposée en introduction et procurer tous les outils intellectuels pour une étude du phénomène de la guerre en tant que phénomène politique dans tous ses aspects fondamentaux, en le distinguant analytiquement du phénomène militaire.

### **Le point de vue philosophique**

L'attention du philosophe pourrait être retenue par deux questions principales soulevées par la guerre et adressées, l'une, au politique en tant qu'ordre de l'humain – *τό πολιτικόν* – et l'autre au politique comme acteur dans cet ordre – *ὁ πολιτικός*. La première question porte sur la *fin de la guerre*, en prenant le mot 'fin' au sens de la 'cause finale' d'Aristote, ce en vue de quoi une activité humaine est conduite et ce qui lui donne sens et orientation, non pas le 'pourquoi' de la guerre, ce qui explique qu'il y ait des guerres déclarées, mais son 'pour/ en vue de'. Pour repérer cette fin, si elle existe, il faut s'attacher à la fin du politique, puisque la guerre est un conflit violent entre polities sur une

---

<sup>1</sup> Les termes entre guillemets simples de ce paragraphe renvoient aux articles de l'auteur déjà publiés dans *Res Militaris*, vol.1, n°1 (automne 2010) et vol.2, n°1 (automne 2011).

transpolitie et, de ce fait, un phénomène relevant originellement du politique. Le philosophe soutient que la fin du politique est la paix, au sens de vivre ensemble en paix, de manière à pouvoir goûter les joies et les plaisirs de la bonne vie. La paix s'oppose, de ce point de vue, à la violence entre humains réunis en société. Mais le couple contradictoire de la paix et de la violence n'a de raison d'être que dans le conflit pouvant opposer des humains. Les sources des conflits sont aisément repérables. Notre espèce est querelleuse, comme l'est en général le règne animal, pour des raisons de survie et d'adaptation. Elle est aussi rendue conflictuelle par la rareté irréductible de trois biens désirables, le pouvoir, le prestige et la richesse et, en raison d'une exclusivité rapportable à sa liberté comme non-programmation, par sa capacité illimitée de diverger d'opinion sur toute actualisation culturelle de l'humain naturel virtuel.

Ainsi, la paix n'est pas l'absence de conflits, car celle-ci est objectivement impossible, mais la résolution des conflits sans le recours à la violence. On montre que le seul moyen d'obtenir un résultat aussi souhaitable est de définir des règles du jeu, de donner à chacun le sien en termes d'échanges, de partages, de punitions, d'appels, et de corriger la rigueur des applications par la considération des circonstances. La paix peut être gagnée par la loi, le droit et l'équité, c'est-à-dire par la justice, en donnant à tous ces mots hautement controversés le sens univoque que leur donne Aristote. La guerre serait perdue de vue, si l'analyse s'attachait à la question suivante : "comment obtenir la justice indispensable à la paix ?". Il suffira au philosophe de donner la réponse de principe : "il faut et il suffit d'instituer un régime politique fondé sur le principe exclusif que toute relation de pouvoir n'est légitime que si elle résulte du consentement de ceux qui obéissent". On peut convenir d'appeler 'démocratie' un régime ainsi défini.

Le repérage de la fin du politique comme la paix par la justice circonscrit deux figures fondamentales. D'un côté, les conflits se résolvent de manière non violente par la justice, dans le cadre d'une politie équipée des dispositifs et des procédures appropriés à l'effectuation de la loi, du droit et de l'équité. De l'autre, les conflits non résolus recourent à la violence du fait de l'absence de dispositifs et de procédures appropriés, c'est-à-dire par le fait que les partis en conflit ne sont pas réunis en politie, mais actifs sur une transpolitie fondée par les interactions d'au moins deux polities. Il est ainsi confirmé que, au niveau conceptuel d'analyse, la guerre est bien un conflit violent entre polities sur une transpolitie. Elle est donc un échec de la paix, et non l'inverse, la paix comme victoire sur la guerre. La paix est conceptuellement première, parce qu'elle est seule susceptible d'être constituée en fin de l'homme, comme la santé contre la maladie, la prospérité contre la pénurie, la compétence contre l'incompétence, l'entente contre la mésentente, la béatitude contre la damnation, le bonheur contre le malheur, et ainsi de suite.

Tous ces contradictoires négatifs ne sont pas des fins, mais peuvent devenir des occasions de s'appliquer à la poursuite des fins. La guerre est un échec de la paix, mais elle peut aussi devenir un moyen de la paix. Cette hypothèse conduit à retenir deux possibilités générales. La plus apparente est la conquête d'une politie par une autre et son absorption dans une politie de définition supérieure. En termes conceptuels, l'opération consiste dans la transformation par la guerre d'une transpolitie en politie, où la paix peut régner par la

justice, si le bon régime lui est appliqué. La guerre est bien le moyen de la paix, au sens de l'intuition de Kant. Une seconde possibilité est de recourir à la guerre pour instaurer sur une transpolitie un équilibre des puissances, qui dissuade les polities de se faire la guerre. La paix est bien la fin, mais la guerre n'est pas un moyen immédiat de la paix comme dans la première solution, elle est un moyen médiat par l'entremise de l'équilibre. La guerre est ici le moyen d'instaurer ou de restaurer l'équilibre propice à la paix. Du point de vue de celle-ci, la conquête est clairement préférable à l'équilibre, car la première abolit entièrement la guerre au bénéfice d'une paix impériale, du moins au niveau conceptuel de réalité, alors que l'équilibre ne fait que la prévenir et la modérer dans ses objectifs. Cette dissymétrie, apparente déjà dans l'analyse philosophique, doit favoriser la conquête sur l'équilibre et s'exprimer concrètement, dans la matière historique, par un mouvement obstiné de coalescence politique par la guerre à l'échelle des siècles et des millénaires.

Le philosophe peut encore appliquer son attention, une fois affermi le statut conceptuel politique de la guerre, à la manière dont elle sollicite l'acteur politique et le défie de résoudre les *problèmes objectifs* qu'elle lui impose en termes d'*agir*, de connaître et de faire. En termes d'*agir*, le politique doit affronter trois dilemmes fondamentaux, sans disposer de l'alternative de pouvoir les ignorer. Ce sont, en effet, des choix imposés par la situation transpolitique. Elle exerce une contrainte sans échappatoire, car ne pas agir, c'est encore agir, mais aux dépens assurés de la polities dont on est responsable. Le premier dilemme doit choisir entre attaquer ou non, si l'on se sent, se croit ou se sait plus fort. On serait tenté de disqualifier le dilemme au nom de la paix et d'affirmer que la retenue s'impose, mais la contrainte transpolitique interdit cette naïveté. En effet, le politique doit inclure dans son calcul la possibilité réelle, que, demain, la polities soit moins forte et attaquée. Le dilemme est imparable sur les deux voies de la paix par la guerre: Il faut attaquer pour conquérir ou pour renforcer l'équilibre, si l'on est en position de force et assuré de gagner, car c'est le seul moyen d'atteindre à la paix dans l'avenir. Le deuxième dilemme surgit dans la situation inverse: si l'on est attaqué, faut-il répliquer ou non? Si la passivité est choisie contre la riposte, la guerre est évitée et la paix maintenue. Ainsi est confirmée l'affirmation de Clausewitz que la guerre n'est pas déclarée par l'agresseur, mais par l'agressé, une affirmation qui peut paraître provocante et suscitait l'ironie de Lénine. Le dernier dilemme est soulevé une fois la guerre engagée: faut-il, pour conduire la guerre à l'issue la plus favorable pour la polities, chercher à gagner ou à ne pas perdre? Ces trois dilemmes requièrent les décisions politiques les plus graves et même suprêmes de l'acteur politique, car l'enjeu est la survie même de la polities et des conditions communes de la bonne vie de chacun. Cette conclusion permet au philosophe d'ériger la guerre en facteur le plus décisif de la condition humaine, non seulement politique, mais encore considérée dans tous les ordres de l'humain: la guerre est un objet total, car elle affecte, directement ou indirectement, tout ce qui est humain.

En termes de *connaître*, la guerre impose à l'acteur politique l'appréciation juste de la configuration transpolitique. Les questions en attente de réponses de sa part portent sur le système de jeu et ses fluctuations à différentes échelles du temps, sur le rapport des forces, sur les intentions des autres polities, sur l'environnement extérieur à la transpolitie

active. La justesse parfaite étant inaccessible, surtout quand elle doit porter sur des singularités en transformation permanente et perpétuelle, le bilan cognitif du politique devrait inclure les estimations des incertitudes et des inconnues. La plus décisive est probablement le coefficient de mobilisation de la puissance de l'ennemi, c'est-à-dire de ses réserves mobilisables, dont la moins facile à apprécier est la résilience. Jusqu'où porte la résolution de l'ennemi de se battre jusqu'au bout ? Il est impossible d'atteindre à une certitude avant l'événement. Une incertitude plus ou moins grande pèse sur tous les éléments de la puissance, sur les ressources matérielles mobilisables, immédiatement et à plus ou moins long terme, sur les réserves humaines, car les vieillards, les femmes et les enfants peuvent aussi se battre à leur manière. Ces incertitudes pourraient instruire une sagesse apparente, qui détournerait toujours de la guerre. Elle n'est qu'apparente, car elle postule la possibilité qu'une transpolitie assure une paix définitive, ce qui est logiquement contradictoire, puisqu'une transpolitie n'est pas une politie !

En termes de *faire*, l'acteur politique doit procurer les moyens humains, matériels, techniques, organisationnels, tous les moyens exigés pour une défense ou une offensive victorieuse. En soi, les produits du faire sont les plus faciles à gérer, car matérialiser des formes et informer des matières peut prendre appui sur les critères de l'utile, de l'efficace, de l'adéquat et sur leur application à des produits testables, des armes, des armements, des entraînements, des logistiques, des organisations... Ces avantages sont réels, mais se retrouvent largement compromis par la dépendance des factions à l'égard des états du connaître et des décisions de l'agir. La faillibilité y régnant couramment et facilement, les moyens peuvent faire défaut ou se révéler inadaptés, alors qu'il eût été possible de les réunir ou de les approprier, si les connaissances et les choix avaient été pertinents.

### **Le point de vue sociologique**

Le propre de la sociologie comme discipline – à ne jamais confondre avec la sociologie comme science du social – est de confronter des cas singuliers, de manière à repérer des régularités éventuelles, et de peser les facteurs pouvant expliquer pourquoi telle singularité culturelle s'est effectuée dans tel contexte. Appliquée au raisonnement stratégique de l'acteur politique, l'enquête sociologique peut explorer les champs les plus variés.

Le facteur le plus puissant à peser sur les choix stratégiques est probablement procuré par les *systèmes* de jeu *transpolitiques* et leur *logique* intrinsèque comme contrainte pesant sur les décideurs politiques en tant qu'ils se veulent rationnels dans l'emploi de la guerre à des fins politiques. En allant à l'essentiel et en s'y tenant, il faut distinguer trois figures transpolitiques, en prenant comme critère de construction du système de jeu le nombre des polities impliquées. Appelons 'polypolaire' un jeu à joueurs nombreux. En ces matières, il est impossible de fixer des chiffres précis, mais il faut considérer quelques dizaines de polities. Aucune n'est assez puissante pour oser viser l'hégémonie, et chacune est trop chétive pour se sentir à l'abri d'un assaut fatal en tant que politie. Le nombre est trop grand pour qu'il soit possible de définir des règles du jeu, et les coûts de coalition trop élevés pour espérer les imposer à un tricheur éventuel. Dans cette

situation et en postulant qu'un conflit éclatera tôt ou tard et dégénérera en violence guerrière, chaque polities, incarnée par des responsables désignés par le régime politique en vigueur, doit se livrer à un calcul simple. Si elle choisit la passivité complète et s'impose la plus grande retenue à l'extérieur, elle court le risque certain d'être un jour ou l'autre attaquée par une polities moins paisible, sans pouvoir compter sur le secours d'aucune polities tierce. En effet, face à un agresseur, qui succomberait à coup sûr devant une coalition, les polities non agressées ne peuvent pas savoir ce que feront les autres, tout en se sentant chacune en péril de succomber, si une seule se dresse isolément contre l'agresseur. C'est la situation des voyageurs du métro, qui demeurent passifs face à une agression, car chacun ignore si les autres soutiendront son dévouement. Dans cette situation, la seule conduite rationnelle est de prévenir l'agression en prenant les devants, dès lors que l'on est persuadé d'être provisoirement en position de force. Comme chaque polities fait le même calcul, la guerre est permanente, mais, faute de moyens, les batailles décisives sont rares. Il n'empêche que, à chaque tour, des polities sont subjuguées et éliminées du jeu, si bien que, avec le temps et à l'échelle des siècles, la transpolitie est conduite par étapes à l'unification politique finale.

Aux toutes dernières étapes du procès de coalescence, un jeu tout à fait différent se met en place, réunissant de deux à quatre joueurs, les survivants d'innombrables guerres antérieures. Appelons 'dipolaire' cette figure transpolitique. Le calcul de chaque joueur est contraint par la vérité indubitable que, quelles que soient les intentions de l'autre et qu'il vise la puissance ou la sécurité, celui qui gagne et élimine l'autre, gagne tout. Chacun doit donc se persuader que l'autre saisira la première occasion de gagner en l'abattant, sans se préoccuper de ses intentions réelles. On a un jeu du tout ou rien, dépourvu de tout point d'équilibre, qui induit la défiance réciproque. La paix peut régner longtemps, si le rapport des puissances est indécidable, mais tôt ou tard la guerre éclatera et donnera lieu à des batailles décisives, conduisant à l'unification politique.

Appelons 'oligopolaire' un dernier jeu, en entendant par "quelques" de cinq à sept polities, dont aucune n'est capable de l'emporter sur la coalition de toutes les autres. Dans ces conditions, la rationalité conseille de renoncer à attaquer, d'adopter une stratégie défensive et de faire servir les guerres inévitables à l'instauration, à la restauration et à la consolidation de l'équilibre du système. La guerre en reçoit des objectifs limités et cesse d'être le seul instrument de la politique extérieure. Elle est secondée par la diplomatie, qui, moins coûteuse en ressources de toute nature, peut régler des conflits par des compromis, d'autant mieux que le petit nombre réduit les coûts de coalition et les opérations de cavalier seul. Il en résulte, avec le temps, la production d'un 'droit transpolitique', si bien que la transpolitie tend à la 'quasi-polities', quasi seulement, car, tant qu'une polities commune n'est pas instituée, la guerre demeure le recours suprême des échecs de la diplomatie. Or, cette étape ultime d'unification politique est rendue impossible par l'équilibre même du système. C'est pourquoi un système oligopolaire est promis à la très longue durée et pourquoi aucun n'a jamais pu se transmuier en polities par consentement mutuel.

La démonstration sociologique en est procurée par un objet historique tout à fait différent, la *morphologie segmentaire* des tribus. C'est une manière de vivre en société et

d'en assurer la cohésion et la cohérence, qui a été celle de l'humanité sur toute la planète pendant des millénaires, au moins dix et probablement bien plus sur certaines aires, et qui a disparu très progressivement – pas partout encore aujourd'hui – depuis les lendemains de la dernière glaciation. La structure segmentaire, saisie dans son essentiel universel, réunit des segments de petite dimension – typiquement une famille élargie d'une profondeur de trois à quatre générations – et les coalise en segments de plus en plus vastes sur un maximum de quatre à cinq niveaux. Les coalitions entre segments à chaque niveau sont spontanées et provisoires, de manière à toujours assurer un équilibre des puissances entre coalitions de n'importe quelle dimension. Ce dispositif peut mobiliser jusqu'à des dizaines de milliers de combattants contre un ennemi extérieur et étranger aux coalitions du cercle tribal qu'il affronte. Dans ce cadre, la gestion des conflits et le contrôle de la violence s'orientent d'autant plus vers la politie que l'on descend vers les niveaux les plus petits et locaux, et inversement dans le sens de la transpolitie avec les niveaux supérieurs et au-delà. Au niveau des segments de base, les conflits se règlent pacifiquement ou se résolvent, en cas d'impasse insurmontable, par une fission du segment en deux segments, qui ne manqueront pas de s'allier en cas d'agression contre l'un d'eux. Dans ce cadre, on peut observer trois types de guerre. Entre segments d'une même tribu ou ethnie, la guerre est contrôlée et la violence contenue par le recours à la palabre et à la compensation, mais des meurtres peuvent déclencher des vendettas et des faides. Entre tribus ou entre coalitions consolidées à l'intérieur d'une même tribu, la guerre prend un caractère civilisé voire ritualisé, en ce que les expressions tolérées de la violence sont stéréotypées et excluent la sauvagerie. Celle-ci s'impose envers l'étranger effectif, surtout s'il est non segmentaire et non tribal, c'est-à-dire constitué en principautés, en royaumes et en empires.

Il a fallu de cinq à sept mille ans pour dépasser la morphologie tribale, car sa structure oligopolaire la rend à peu près immune à l'unification de l'intérieur. Mais des empires ont, malgré tout, fini par s'imposer en Asie antérieure (en -539 du fait des Perses Achéménides), en Inde (entre -270 et -220 environ par l'entremise d'Aśoka le Maurya), en Chine (en -221 par la médiation rugueuse de Qin), en Méditerranée (en -27 après le triomphe d'Auguste) et en Amérique (bien plus tard, au 14<sup>e</sup> siècle, par le truchement de l'Inca Pachacutec). Par définition, un empire a transformé une transpolitie en politie, ce qui se traduit mécaniquement par la *pax imperialis – sinica, indica, romana...* Mais la guerre ne s'en efface pas complètement pour autant. Elle demeure soit latente au centre, soit effective à la périphérie. Au centre, la tâche première de l'appareil du pouvoir impérial est de prévenir la résurgence de la guerre, en contrôlant les forces centrifuges et en interdisant l'éclatement de l'empire, dont résulterait instantanément l'irruption de la guerre sous les apparences de la guerre civile. Pour ce faire, le pouvoir trouve son inspiration dans un raisonnement, qui lui souffle deux stratégies à suivre sans défaillir. L'une enjoint d'atomiser le peuple, de manière à lui infliger des coûts de coalition prohibitifs et à le réduire, au pire, à des soulèvements spontanés en ordre dispersé, faciles à réprimer. L'autre conseille d'éliminer toutes les élites sociales jouissant de l'autonomie de pouvoir, de richesse et de prestige, de confondre appareil du pouvoir et élites sociales, de manière à rendre précaire toute position de pouvoir, et de diviser les branches de l'appareil pour régner en les opposant.

La périphérie pose un problème plus intraitable. Un empire a toujours une frontière, car aucun empire n'a été jusqu'ici planétaire. Au-delà campent des ennemis potentiels, impossibles à subjuguier définitivement, car la frontière s'est fixée là où l'expansion s'est arrêtée par épuisement de la puissance. À l'intérieur des frontières, des zones de dissidence, dans les déserts ou les montagnes, sont toujours résiduelles. Tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, la probabilité est élevée jusqu'à la certitude que la morphologie soit encore segmentaire. Or, les mécanismes de fission et de fusion propres à cette structure sont parfaitement adaptés à la guérilla et à la guerre dissymétrique. En effet, les tribus suivent spontanément les mots d'ordre de la guerre prolongée maoïste : se disperser quand l'ennemi attaque en force et se concentrer quand l'ennemi se disperse occuper le terrain. La conséquence de cette dissymétrie favorable aux tribus est la perdurance séculaire des ennemis intérieurs et extérieurs, d'un côté, et, de l'autre, des conquêtes violentes du pouvoir au moindre signe de débilité ou de défaillance.

### **Le point de vue de l'historien**

Alors que la philosophie est occupée de la généralité conceptuelle et la sociologie des particularités comparables, l'histoire comme discipline de la science de l'humain ou anthropologie s'applique à l'étude des singularités historiques, par exemple à la Révolution française, la philosophie traitant du concept de révolution et la sociologie cherchant à tirer des enseignements de la comparaison entre les différentes révolutions en Europe, depuis celle des Provinces-Unies en 1564 jusqu'à celles de 1848, ou encore entre le cycle révolutionnaire européen et le nouveau cycle planétaire inauguré par la Corée du Sud en 1987. De ce fait, les occurrences historiques envisagées sont toujours en très grand nombre et de dimensions extrêmement variées. L'historien polémologue peut aussi bien s'attacher au raisonnement stratégique de Ludovic le More, quand le duc de Milan décide, en 1494, de faire appel au soutien du roi de France Charles VIII, pour briser l'équilibre transpolitique régnant sur la péninsule italienne, qu'à la coalescence politique à l'échelle millénaire sur la planète entière. Devant l'abondance de la matière, force est de s'en tenir à l'énoncé de quelques dossiers historiques, à ce point congruents aux conclusions de la philosophie et de la sociologie, qu'ils peuvent servir de laboratoires, pour tester les raisonnements stratégiques d'acteurs politiques confrontés à la guerre.

Les plus beaux cas de jeu transpolitique ont fait l'objet d'études innombrables, mais pour ainsi dire jamais du point de vue polémologique en tant que tel. La matière historique propose deux cas pédagogiques de systèmes polypolaires, à savoir la féodalité en Europe entre le 10<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> siècle et au Japon entre le 13<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> siècle. Ces deux cas sont uniques, car les conditions de possibilité sont très restrictives, mais aussi étrangement analogues car sans communication. À chaque fois, on trouve une société de constitution aristocratique et distribuée en pyramides sociales, dont le sommet est une lignée autonome en termes de pouvoir, de prestige et de richesse terrienne, et le corps des communautés d'agriculteurs. De part et d'autre, une tentative impériale échoue si complètement, qu'elle résulte en un éclatement politique poussé jusqu'au niveau local. Pour contrôler l'anarchie et l'insécurité consécutives, les aristocrates se lient entre eux par des contrats assermentés,



dont résultent des coalitions fluides, dominées par une haute aristocratie et servies par une basse aristocratie, ces élites se faisant entretenir par le travail des agriculteurs distribués entre les fiefs. La guerre y est permanente, marquée de temps à autre par des batailles décisives, si bien que le regroupement politique s'impose inexorablement avec le temps. Au Japon, il conduit à l'ordre unifié imposé par les shoguns Tokugawa. En Europe et par un développement imprévu, la coalescence politique, qui aurait dû logiquement aboutir à un empire européen, se retrouve bloquée, à partir des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècles et jusqu'au 20<sup>e</sup> en position oligopolaire. C'est en Europe, en effet, que l'on peut étudier le plus beau cas de jeu oligopolaire, de recherche de l'équilibre, de guerre défensive et limitée, de diplomatie active, de droit international, de distinction tranchée entre temps de paix et temps de guerre, etc. Quant à des jeux di-, tri- ou tétrapolaires, ils sont largement majoritaires dans toutes les histoires. Un très beau laboratoire est proposé par la Mésopotamie, depuis au moins Akkad au - III<sup>e</sup> millénaire jusqu'à l'empire perse au 6<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Encore plus spectaculaire, peut-être, est l'histoire des conquêtes romaines et de l'unification de la Méditerranée en trois quarts de millénaire, où il s'avère que Rome a toujours été engagée dans des rivalités à deux ou trois.

À qui voudrait étudier le phénomène de coalescence politique par la guerre sur le très long terme, on conseillera de s'attacher à la Chine aux II<sup>e</sup> et I<sup>e</sup> millénaires avant notre ère, sous les dynasties Xia, Shang et Zhou. La situation initiale est une poussière de chefferies et de super-chefferies, régies par quelques clans voire un seul, qui établit ses lignages et ses lignées à tous les niveaux de l'organisation politique, de manière à donner l'illusion rétrospective qu'il s'agissait déjà d'empires unifiés, alors que l'on a affaire à des fédérations plus ou moins lâches et hiérarchisées de chefferies, où le pouvoir des chefs est étroitement contrôlé par des lignages subordonnés, à tous les niveaux de regroupement. On assiste comme en laboratoire à la transmutation progressive de cette structure politique éclatée et tempérée en principautés et en royaumes et finalement en un empire en bonne et due forme. Cette Chine unifiée permet ensuite de vérifier, sur deux millénaires depuis les Han jusqu'aux Qing, comment la paix impériale, en l'occurrence *sinica*, doit gérer les rapports avec la périphérie tribale, aussi bien à l'extérieur de l'empire qu'à l'intérieur.<sup>2</sup> Dans un contexte politique et transpolitique tout à fait différent, on peut relire Ibn Khaldun et vérifier la profondeur et la pertinence de ses vues sur les cycles politiques et dynastiques en Asie antérieure, marqués par la permanence des dissidences tribales, par la montée et la chute de dynasties urbaines, et par la prise violente du pouvoir dans les villes-oasis par des éléments tribaux coalisés.

Quant à la morphologie segmentaire, l'historien intéressé n'a que l'embarras du choix, tant les exemples sont nombreux et variés sur tous les continents et à toutes les échelles. Le continent africain subsaharien avant la colonisation propose le laboratoire le plus complet et le mieux équipé pour étudier le politique dans toutes ses dimensions et dans tous ses états successifs, depuis les bandes pygmées jusqu'au royaume centralisé de Dahomey. Qu'il s'agisse de la formation des polities, de l'institution des régimes politiques,

---

<sup>2</sup> Cf. l'étude classique d'Owen Lattimore, *Inner Asian Frontiers of China*, Boston, Beacon Press, 1967 (1940).

de la structure des polities, de la guerre et du raisonnement stratégique, le chercheur trouve de quoi tester à peu près toutes les hypothèses et vérifier toutes les théories, dont la manière segmentaire de gérer et faire la guerre. Mais il peut tout aussi bien s'attacher, pour examiner ce dernier point, à la Polynésie, à l'Amazonie, à la Mélanésie, entre autres, sans oublier les Indiens d'Amérique du Nord.

## **Le raisonnement stratégique, le soldat et la guerre**

Suivons la même démarche et le même plan, de manière à mieux mettre en évidence les différences entre les deux positions du politique et du soldat et leurs conséquences éventuelles. L'enjeu a son importance intellectuelle, car il s'agit de préciser le sens de la formule, ambiguë malgré sa célébrité, de Clausewitz, que la guerre est “la continuation de la politique par d'autres moyens”. Ce ne saurait être la continuation de la politique intérieure, car celle-ci porte sur le bien commun des citoyens, dont, sans doute, la sécurité et la paix avec les voisins fait partie, mais on ne voit pas le bon sens qu'il y aurait à soutenir que la guerre est une continuation par d'autres moyens de la gestion du bien commun en général. Il ne peut s'agir que de la politique extérieure de la politique et de sa gestion par le politique. L'enjeu porte donc précisément sur celle-ci, telle qu'esquissée dans le premier point, et ce qu'elle devient prise en charge par le soldat. L'enjeu non seulement intellectuel, mais surtout pratique au regard de la fin du politique, est de décider ce qui pèse le plus dans la formule clausewitzienne, “la continuation de la politique” ou bien “par d'autres moyens”.

### **L'approche philosophique**

Elle révèle et souligne, dès l'entrée, le fait que, pour le soldat, le contenu de la séquence stratégique est radicalement différent de celui du politique. Il faut, d'abord, marquer comme fondamental que le soldat ne s'occupe pas de la guerre, mais d'une guerre. Il évolue de fondation et continûment dans la singularité. On ne saurait objecter que le soldat peut meubler ses loisirs du temps de paix par l'étude de la guerre et des guerres, et qu'il a même le plus grand intérêt à le faire, non par des raisons spéculatives, mais pour se préparer à conduire une guerre au succès, si elle devait éclater sur la transpolitie. L'objection ne tient pas, car elle est hors sujet. Elle serait pertinente si la conduite d'une guerre pouvait être ramenée à l'application d'une recette et à la maîtrise d'une technique à usage répété. L'action peut devenir une habitude si elle peut se répéter à l'identique ou presque et que l'agir s'apparente au faire. Il peut se faire, et il se fait effectivement, que des types de guerre soient des exercices périodiques reproduisant le même scénario, mais, comme l'enseigne la sociologie, il s'agit d'une pratique particulière, rapportable à des contextes culturels particuliers, et non pas de l'expression du concept de la guerre. Celui-ci la confine dans la singularité, en raison de l'incertitude des circonstances, des conséquences et surtout des réactions de l'ennemi. Même dans les types de guerre les plus ritualisés et les plus proches d'une rencontre sportive, tels qu'on peut les observer dans le monde tribal, le vainqueur de chaque rencontre est indécidable à l'avance, ce qui rend chacune singulière, comme il en va de même, au demeurant, dans l'agonistique ludique.

L'approche philosophique dévoile aussi que, pour le soldat, la fin d'une guerre – et de la guerre en général de son point de vue, car cette vérité vaut pour toute guerre – n'est pas la paix, mais la *victoire* sur l'ennemi. Ce décentrage de finalité ne change rien à l'ordre objectif des fins – la victoire sert la paix par la conquête ou l'équilibre, qui doivent servir la paix par la justice –, mais tout dans les objectifs immédiats assignés au soldat et dans leurs conséquences. Trois indications essentielles émergent dans le concept de la guerre, qui ont été repérées dès longtemps par Clausewitz. La plus célèbre est que l'engagement est toujours un duel, quel que soit le nombre des parties actives sur une transpolitie, et que la logique intrinsèque du duel est la montée aux extrêmes de la lutte à mort et, pour peu que le rapport des puissances se rapproche de l'équilibre, du suicide collectif, du moins dans une espèce animale dépourvue d'un mécanisme inné de contrôle de l'expression de la violence. Il n'en résulte pas que toute guerre monte aux extrêmes, mais que, en s'engageant, on ne peut jamais savoir à l'avance et avec certitude à quoi l'on s'engage précisément. Le risque est toujours présent de se retrouver pris dans une spirale incontrôlable et exigeant des mises sans rapport avec les gains espérés.

En deuxième lieu, la victoire désigne concrètement le désarmement de l'ennemi, au sens où il rend les armes, au moins pour cette fois-ci. Pour le conduire à ce renoncement de la volonté, il faut le réduire à l'impuissance et, pour ce faire, se rendre maître de son 'centre de gravité'. Cette notion clausewitzienne, qui peut paraître d'application plus immédiate et plus constante que celle de la montée aux extrêmes, n'a pas rencontré le même succès dans la tradition et la pensée militaires. L'explication doit peut-être être cherchée dans le fait que le centre de gravité est très variable et souvent sans rapport avec des développements proprement militaires. Ainsi, pour la France, Clausewitz considérait que son centre de gravité était Paris, en raison de la centralisation politique extrême du régime français et de sa concentration dans la capitale. Aujourd'hui, il est possible de soutenir que le centre de gravité d'Israël est l'opinion publique américaine. La détermination exacte du centre de gravité ajoute encore aux incertitudes de l'engagement.

Une troisième et dernière dimension de la guerre comme engagement militaire est l'alternative entre gagner ou ne pas perdre, l'une et l'autre branches pouvant conduire à la victoire, mais s'imposant alternativement au vu du rapport des forces engagées, non seulement de guerre en guerre, mais dans une même guerre. Une nouvelle incertitude est introduite, celle du bon moment pour attaquer ou pour attendre et esquiver. La notion de *καιρός*, d'occasion fugace à saisir, est essentielle pour le soldat, pour laquelle aucun manuel ne sera jamais d'aucune utilité.

Il apparaît que le politique et le soldat occupent deux positions stratégiques radicalement différentes et que leurs raisonnements peuvent diverger jusqu'au conflit. Or, si, conceptuellement, le politique devrait toujours avoir préséance sur le soldat, car la guerre n'est pas la fin du politique, mais assure le service de la paix et de la justice par l'entremise du politique, il est, pourtant, inévitable que le soldat l'emporte pratiquement sur le politique. Cet écart conceptuel et ce bouleversement de l'ordre des fins sont imposés par le fait que l'enjeu de la guerre est actuellement la survie de la partie, car la conquête est le moyen de la paix et l'équilibre un cas particulier transitoire. La vérité politique la plus forte

est la contrainte que la transpolitie impose à la condition humaine. C'est le jeu transpolitique qui pèse le plus lourdement sur les destinées humaines, sinon au jour le jour, du moins sur le long terme et encore plus à l'échelle de l'histoire universelle de l'espèce. On inclinerait volontiers à constituer cette assertion en vérité première et ultime de la philosophie politique. On en déduit deux corollaires. Un corollaire sociologique stipule que, avec l'émergence de la guerre dans les histoires humaines il y a une dizaine de millénaires, le soldat l'a inexorablement emporté sur le politique, non par une confusion des rôles, mais par l'absorption du politique dans le militaire, traduite par la subversion des régimes politiques à inclination démocratique par des régimes à tendance autocratique de plus en plus prononcée au rythme de la coalescence par la guerre. Un corollaire historique prédit que le contrôle démocratique du militaire par le politique doit être rare, délicat et précaire.

Quant aux trois activités, leur mise en œuvre par le soldat est toujours marquée par la prégnance de la singularité imposée par 'une' guerre. Elle s'exprime avant tout dans la prévalence de l'agir, qui l'emporte à tous les niveaux de l'engagement, depuis le plan stratégique le plus englobant, qui ne peut jamais être qu'un plan et ce plan de campagne, jusqu'à l'opération tactique la plus menue sur le terrain. La formule de Napoléon exprime cette vérité première de la manière la plus concise et la plus juste : *“On s'engage et puis on voit !”*.

Le connaître se retrouve dans une situation paradoxale. Son lieu naturel est la généralité, ce qui se traduit pour le soldat par les secours qu'il peut puiser dans la connaissance des choses militaires dans toutes leurs dimensions. Mais ces connaissances n'ont d'utilité que transformées en lumières appliquées dans l'engagement singulier. Le soldat ne connaît pas pour connaître, mais pour se préparer à la victoire, qui ne se tire pas des livres, mais se conquiert sur le champ de bataille. D'autre part et de manière plus apparente, la singularité s'impose au connaître militaire par l'importance décisive du renseignement. La guerre étant essentiellement une interaction entre politiques, chacune est dans l'ignorance la plus grande des actions et encore plus des réactions de l'ennemi, si bien qu'il importe suprêmement de soulever autant qu'il se peut ce voile d'ignorance, de manière à abaisser le niveau d'incertitude et à se donner les moyens de surprendre l'autre camp.

Le faire sous tous ses aspects échappe aux soldats car, pour l'essentiel, il mobilise des moyens contrôlés par le politique en temps de paix. Mais, comme c'est le soldat qui met les produits du faire en œuvre sur le terrain, il subit la tentation la plus forte de devenir conseiller du prince et, mieux encore, prince lui-même. La contrainte exercée par la guerre sur le politique se traduit ici par l'incitation adressée au soldat de se transformer en ingénieur, en pédagogue, en percepteur, en administrateur, en intentant, en tous les personnages capables de contribuer à l'effort de guerre, une impulsion qui va jusqu'à mobiliser les dieux et leurs desservants et à transformer l'autocratie en hiérocration. D'un autre côté, la particularité caractéristique du faire s'impose par le fait qu'un équipement militaire, pris au sens le plus large possible, et sa mise en œuvre ne sont jamais qu'une possibilité parmi d'autres, ce qui se traduit par le risque permanent d'innovations et de mutations dans l'art de la guerre. Elles sont destinées à la diffusion et à la banalisation

particulière, mais, dans l'instant de leur irruption, elles sont singulières et peuvent conférer à une polities un avantage décisif sur la transpolitie.

### **L'approche sociologique**

La sociologie de la guerre du point de vue du soldat est l'ensemble toujours ouvert des réponses à une question unique: "quels facteurs pèsent sur la victoire ou la défaite des polities en guerre?". Cette sociologie est tout à fait différente de celle du politique. Ses enquêtes suivent des pistes tout autres. Une énumération sèche en donnant l'idée suffira à convaincre de la complexité des problématiques. Une distribution réaliste et commode s'impose entre facteurs naturels, culturels et moraux.

Les *facteurs naturels* sont procurés par la géographie et par des données comme le relief, le climat, le couvert végétal ou son absence, le rapport des terres et des mers, l'accès à la mer, la structures centrifuge ou centripète de la polities, les sites défensifs, les obstacles naturels, et ainsi de suite. Pour la sociologie, dont la vocation naturelle est de procurer des explications, les facteurs naturels ne sont jamais des causes d'effets inscrits dans une formule du type: "si A, alors B", mais toujours des conditions de possibilité, en l'occurrence de stratégies, d'opérations, de tactiques. Par exemple, la maîtrise des mers est un atout militaire décisif pour des ambitions impériales. On serait tenté d'en conclure que les polities insulaires, péninsulaires, archipélagiques, en un mot mariées à la mer, sont avantagées, et d'avancer les exemples probants de la Hollande puis de l'Angleterre. Mais le Japon s'est renfermé sur lui-même pendant des siècles, les États-Unis sont un continent massif et la France a manqué la maîtrise des mers non du fait que son rapport terre/ mer serait déficient, mais parce que l'absence d'une polities allemande constituée au centre de gravité de l'Europe l'a poussée en position de polities hégémonique, l'a contrainte à une orientation continentale dominante et a révélé qu'elle n'avait pas les ressources suffisantes pour, à la fois, contrôler le continent et dominer les mers. La notion de 'frontières naturelles' a jadis suscité un débat entre historiens à propos de celles de la France, dont la conclusion a été que c'est, pour l'essentiel, une notion idéologique et un mot d'ordre politique, pour réussir à mettre Paris hors d'atteinte d'un assaut direct par le Nord que la nature a laissé dégarni et ouvert aux invasions.

En tant que réceptacle de conditions de possibilité, la nature géographique joue à toutes les échelles de temps. C'est un fait que le sous-continent indien a un relief, une hydrographie, une hydrologie, un climat, des côtes, qui résultent en forces centrifuges dominantes pendant des millénaires, une dominante encore plus visible en Asie antérieure, où le climat sahélien favorise un habitat en oasis depuis des millénaires, alors que la Chine bénéficie d'une géographie davantage centripète et que ce facteur a joué dans la marche à l'empire et dans l'institution d'un empire durable, reposant sur un appareil du pouvoir remarquablement léger. À l'échelle des siècles, la monarchie française s'est effectivement battue jusqu'à l'épuisement sous Richelieu et Louis XIV pour se doter de frontières plus facilement défendables (par un glacis de forteresses, auxquelles Vauban a attaché son nom). À une échelle bien plus courte, de nombreuses batailles, dont certaines décisives comme Valmy et Waterloo, ont été gagnées ou perdues avec l'aide du temps qu'il faisait ce

jour-là. Mais il apparaît manifeste, quelle que soit l'échelle de temps, que si la nature n'impose rien, elle suggère ou déconseille par l'entremise des coûts de mise au point et d'effectuation qu'elle impose aux soldats.

Dans une tout autre direction, la nature peut aussi venir en aide au génie et aux audacieux. Du fait de leur stabilité parfaite à l'échelle humaine, les conditions géographiques induisent des habitudes fortes, qui sont facilement vécues par les générations successives comme des contraintes naturelles. C'est l'occasion pour des audacieux de surprendre l'ennemi, en ne se pliant pas aux usages reçus. Si les Alpes sont tenues pour infranchissables par une armée, un capitaine carthaginois peut les franchir même avec des éléphants et surprendre son ennemi romain. Après cet exploit, réussi à la belle saison, il fut entendu que les Alpes étaient infranchissables en hiver, jusqu'à ce que Bonaparte surprît tout le monde en les traversant en cette saison.

Les *facteurs culturels* sont les incidences exercées par tous les ordres de l'humain sur l'art de la guerre et son exercice réussi ou manqué. Tous ne pèsent pas du même poids. Les plus décisifs paraissent devoir être les ordres démographique, économique et technique, car le nombre, les ressources et les armements font effectivement la différence, sinon en chaque occurrence guerrière, du moins à la longue. On serait donc facilement tenté de proposer à la polémologie une 'dernière instance', le facteur décisif qui explique tout. Gaston Bouthoul inclinait fortement à attribuer la palme à la démographie. Mais s'il est un enseignement incontestable procuré par la sociologie, c'est l'absence toujours vérifiée d'une quelconque dernière instance. L'impossibilité en est même logique, car il ne se peut pas qu'un élément d'un ensemble explique exhaustivement les états de l'ensemble, puisqu'il en est lui-même affecté. La poudre a été inventée en Chine et y a servi surtout la pyrotechnie, pour trouver en Europe un usage militaire prévalent qui a bouleversé l'art de la guerre. L'explication plausible de cette divergence spectaculaire est que l'empire chinois n'en avait pas l'usage militaire contre des tribus intérieures et extérieures, alors que l'oligopolarité en cours de mise en place en Europe hors de la féodalité faisait de la guerre une préoccupation centrale et de la supériorité militaire le seul critère efficace, pour parvenir à circonscrire les polities les unes par rapport aux autres.

Le cas de la poudre et du feu est anecdotique, malgré son importance historique. Pour atteindre le fond du problème et apprécier les facteurs culturels avec justesse, il faut prendre de la hauteur, de manière à se persuader que les facteurs sont toujours à la fois causes et effets. Il est certain que le nombre des soldats mobilisables est décisif, mais il est non moins assuré que le nombre des mobilisables et encore plus des mobilisés est dans la dépendance des besoins en hommes exprimés par la guerre. Tout récemment encore, l'explosion démographique en Chine à partir de 1950 et en Iran à partir de 1980 a été induite délibérément par des considérations de puissance. À l'aube de la guerre, l'expansion démographique néolithique, qui a multiplié par cent les densités, est sans doute en rapport avec la sédentarisation et la production alimentaire, mais il n'est guère douteux que, dans des systèmes lignagers et segmentaires, le nombre des *filis* est un atout majeur dans le rapport des forces et une incitation puissante à en procréer le plus possible de génération en génération, en comptant sur les développements de la production agricole pour les nourrir.

La consécration pourrait bien être de la guerre au nombre et de celui-ci à l'agriculture, et non l'inverse, comme il est constamment soutenu.

En fait, le plus probable est que les concaténations de facteurs jouent dans les deux sens et que, à travers le temps et en fonction des circonstances, l'accent porte plutôt dans un sens ou dans l'autre. Cette position raisonnable est tout aussi justifiée pour les ressources et pour les techniques. La guerre favorise l'augmentation des unes et la mise au point des autres, mais l'inverse est tout aussi pertinent: la richesse désigne en général le vainqueur et toute percée technique trouve des applications militaires plus ou moins décisives. L'irrigation a permis une expansion de la production agricole à la haute époque, qui a favorisé le succès des armes akkadiennes, babyloniennes, assyriennes, entre autres, mais les besoins de la guerre ont aussi puissamment encouragé l'extension de l'irrigation des champs. La mise au point de l'arc et de la flèche a été le fait de chasseurs épipaléolithiques eurasiatiques, une mise au point exploitée et améliorée bien plus tard par les guerriers des steppes et, à leur suite, à peu près partout dans le monde. Ajoutons la domestication du cheval à des fins de transport et de traction pacifiques, puis d'équipement de la charrerie et de la cavalerie militaires quinze cents ans plus tard, suivi de millénaires d'élevage et de sélection aux fins des plus diverses, y compris ludiques.

Les *facteurs moraux* sont peut-être les plus décisifs et certainement les plus délicats à saisir et à expliquer. Ils relèvent de l'ordre pédagogique, qui, par l'éducation et l'instruction, assure la reprogrammation culturelle des générations successives. Comment expliquer que telle tribu de la côte lagunaire ivoirienne soit obsédée de la guerre, alors qu'une voisine est pacifique et industrielle, un contraste repérable ailleurs en Afrique (jusqu'en Namibie entre les Ovimbu commerçants et les Herero guerriers)? Comment expliquer l'obsession quasi névrotique des Spartiates pour la guerre? Sans doute, toutes les cités grecques sont de fondation aristocratiques et de tradition guerrières, mais Sparte a donné à ce trait culturel une exclusivité énigmatique. L'énigme est moins épaisse en Europe, où des traditions aristocratiques millénaires ont imprégné les élites et le peuple de mœurs militaires, entretenues et élaborées ensuite pendant trois siècles de féodalité et cinq siècles d'équilibre oligopolaire. La guerre est la grande spécialité des Européens depuis à peu près cinq mille ans, une spécialisation culturelle qui a résisté à quinze siècles d'adhésion à une religion chrétienne prêchant la paix et l'amour! Cette distinction et cette contradiction n'ont pas manqué d'intriguer les Chinois, quand ils ont eu l'occasion de les observer.

Sur ce fond guerrier commun à tous, certains peuples d'Europe ont poussé la spécialisation plus loin: les Français en particulier, car la politique a été construite par les armes d'une dynastie obstinée, et les circonstances l'ont hissée, à partir de la fin de la Guerre de Cent ans, en position hégémonique sur le continent, donc en cible privilégiée des alliances nouées au service de l'équilibre européen. Quant à la Prusse, elle figure un cas presque lacédémonien de spécialisation militaire et guerrière, qui a porté à son expression la plus parfaite l'art de la guerre européen entre Frédéric le Grand et le 6 décembre 1941 dans les faubourgs de Moscou. Cette réussite se constate, mais elle ne s'explique pas à proprement parler, comme ne s'explique pas vraiment la réussite militaire de Rome

pendant plus de mille ans sans interruption. Polybe, qui a procuré la meilleure explication des succès romains, en les rapportant à un régime politique mixte et parfaitement équilibré, achoppe devant l'énigme ultime de l'*ἀρετή* romaine, de la *virtus* et *virtù*, du moral. De son côté, Ibn Khaldun identifie à juste titre l'*asibiya* morale comme le facteur central du succès tribal dans la guerre et la subjugation des principautés urbaines amollies, mais il doit, lui aussi, renoncer à expliquer pourquoi elle se retrouve plus intense et prégnante dans telle tribu que dans telle autre.

Il resterait à apprécier un dernier facteur pesant sur le militaire : le *régime politique*. Le dossier est trop massif et complexe pour admettre de simples allusions. Il suffira d'en retenir une conclusion générale, à savoir que les régimes politiques paraissent devoir être plutôt des effets de la guerre que des causes. On peut, en effet, plaider qu'à l'échelle des millénaires, la guerre, en imposant le dépassement de la morphologie segmentaire, a en même temps insinué la corruption de régimes démocratiques, aristocratiques et oligarchiques en régimes hiéocratiques à inclination autocratique croissante, à mesure que la coalescence politique aboutit à l'unification de la transpolitie travaillée par la guerre. Inversement, à l'échelle des siècles, on peut aussi tenir que la tempérance des régimes hiéocratiques européens et leur subversion en régimes constitutionnels démocratisables sont à mettre en rapport privilégié sinon exclusif avec les guerres limitées et à inclination défensive induite par une transpolitie oligopolaire et sa logique de l'équilibre. Ces considérations débordent de loin le problème du raisonnement stratégique du soldat et intéressent davantage celui du politique.

Quant à la proposition courante que le régime démocratique est inapte au raisonnement stratégique et compromet la réussite militaire, elle est purement et simplement fautive. Pendant des millénaires, les démocraties ont succombé régulièrement, du seul fait qu'elles régissaient des polities minuscules comparées à leurs ennemis royaux et impériaux. À l'âge moderne, démonstration ayant été faite que la démocratie est indépendante de la taille et du nombre, il a été aussi établi que si les démocraties poussent l'esprit de compromis parfois trop loin, elles l'emportent, une fois engagées dans une guerre, froide ou chaude, grâce à leur bonne conscience, à leur efficacité supérieure en termes économiques, techniques et organisationnels, et à une plus grande adhésion des citoyens à la cause défendue par les armes.

### **L'approche historique**

L'étude de la guerre du point de vue du soldat ouvre sur deux grands chantiers d'enquêtes historiques. L'un est celui de l'*histoire militaire*, au sens courant de l'expression et selon des genres connus : telles guerres, les armements, les stratégies, les grands capitaines, les victoires et les défaites, les armées, la logistique... On conçoit difficilement une mutation des genres pratiqués ou des innovations décisives, tant les travaux paraissent devoir rester balisés par des précédents et des modèles convaincants. La poursuite des enquêtes est dans la dépendance principale des sources disponibles et la réussite dans celle du talent.



Le second chantier pourrait se révéler plus novateur, qui est ouvert par l'application de la sociologie historique à *l'histoire sociologique*. La première est nourrie de l'approche sociologique esquissée dans le point précédent, alors que la seconde s'efforce d'en appliquer les enseignements et les conclusions à des cas singuliers, procurés par l'histoire des guerres en général et celle des stratégies militaires en particulier. On retrouve ainsi la problématique double imposée par l'analyse conceptuelle. Celle du politique conduit à étudier la guerre moins dans ses dimensions militaires que pour sa place dans la vie et la destinée des sociétés par la médiation des politiques et des transpolitiques. Celle du soldat mène à l'examen de la guerre comme l'intégration en pratique d'actions, de cognitions et de factions militaires.

Cette dichotomie n'est pas propre à la guerre, mais vaut pour toutes les dimensions de l'humain. On peut étudier la médecine en tant qu'elle mobilise et concentre des activités sociales à son service et, de ce fait, influence en retour les activités sociales, comme il est possible d'étudier l'art médical dans ses pratiques exclusives. Un exemple plus parlant encore est celui des religions, qui peuvent être étudiées comme des phénomènes culturels influençant, et influencés par, tous les ordres de l'humain, ou bien en tant qu'ensemble de phénomènes appropriés à la poursuite d'une fin distincte. Les deux orientations ne sont pas étrangères l'une à l'autre, car elles échangent des informations indispensables à leurs projets respectifs. Le raisonnement stratégique est dans la dépendance directe de tous les points de vue évoqués ici, mais, réciproquement, il deviendrait facteur de développements induits dans les ordres d'activité pratiquant le raisonnement stratégique – politique, économique, technique, ludique, même religieux... –, c'est-à-dire dans tous les ordres, si le langage stratégique est effectivement propre à l'espèce humaine et au règne humain.

## **Conclusion**

“Vers une analyse du raisonnement stratégique” nous est apparu comme devoir être distribué dans l'analyse de deux rôles, ceux du politique et du soldat, chacun passibles de trois points de vue, philosophique, sociologique et historien. Pour être complet, il faudrait encore tenir compte d'une distinction encore plus fondamentale entre une position théorique et une position pratique. La science du raisonnement stratégique n'est pas le raisonnement stratégique devenu scientifique. Cette ambition est vaine, parce qu'il n'y a pas de science de l'agir, du fait du confinement de celui-ci dans la singularité. On peut et on devrait agir rationnellement, mais on ne peut pas et on ne doit pas chercher à le faire scientifiquement.

Cette mise en garde contre les déviations scientistes d'inspiration idéologique vaut pour tous les ordres de l'humain. Réussir dans les affaires et dans la conduite de la politique économique exige des raisonnements stratégiques rationnels et de la chance, mais ne saurait se réclamer d'une science qui assurerait de toujours réussir, quoiqu'une science des faits économiques soit très possible et légitime et que ses conclusions puissent soutenir la rationalité des raisonnements stratégiques économiques. On peut se préparer rationnellement à courir le 100 mètres, et une préparation rationnelle peut tirer profit d'une science du sprint sur 100 mètres, mais il ne sera jamais possible de courir scientifiquement

un 100 mètres olympique ! De même, le stratège militaire, saisi à tous les niveaux de l'engagement militaire, peut et doit agir rationnellement, comme il peut mettre à profit les enseignements d'une science de la et des stratégies militaires, mais il lui est interdit d'espérer être capable un jour de conduire une opération de manière scientifique.